

N°7/SEPTEMBRE 2010

Horizon Sud

LE MAGAZINE DE LA PROVINCE



Dossier

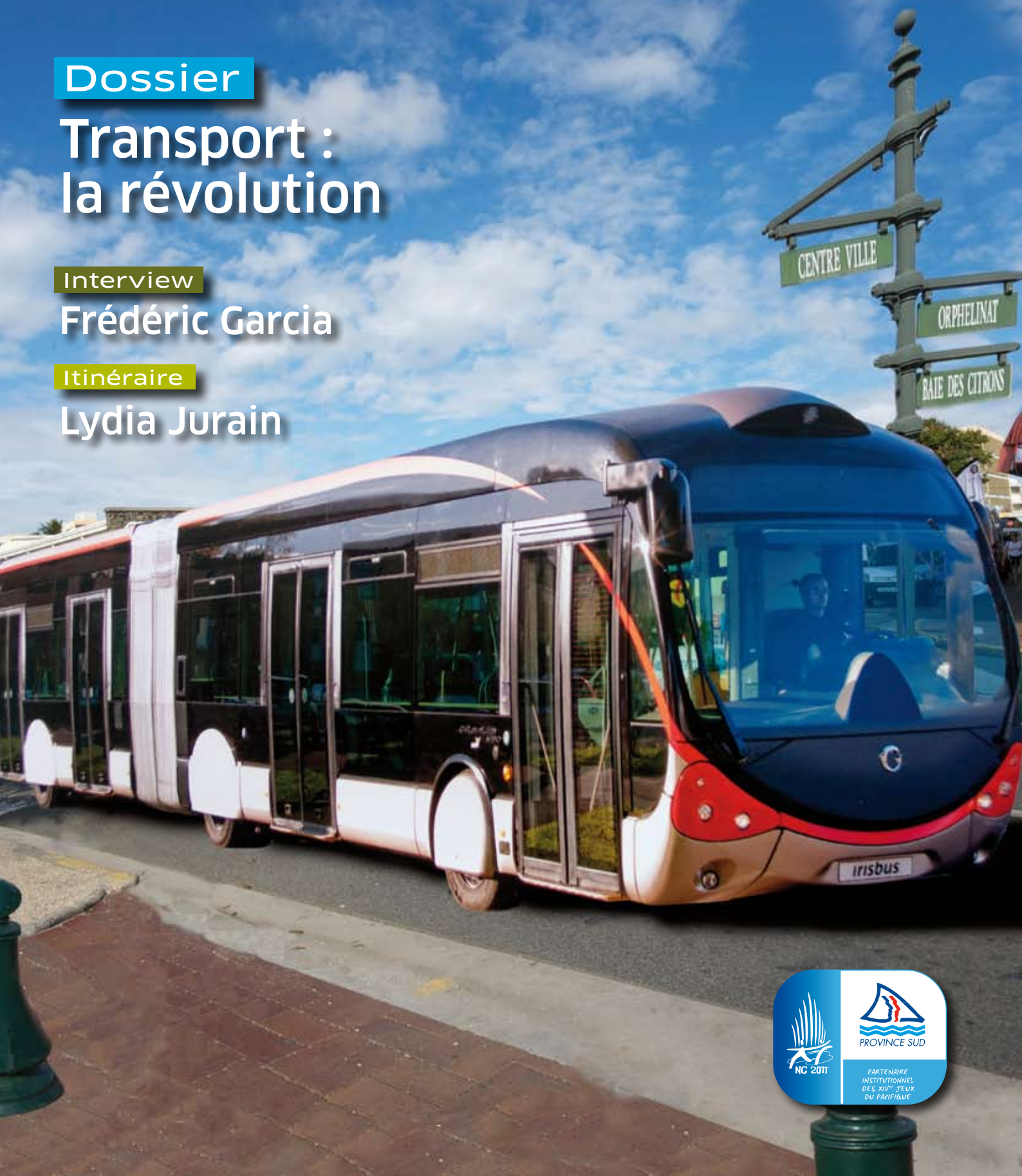
Transport : la révolution

Interview

Frédéric Garcia

Itinéraire

Lydia Jurain



Sommaire



03 Dossier

Circulation : bilan et perspectives

10 Interview

Frédéric Garcia,
secrétaire général de la province Sud

14 Itinéraire

Lydia Jurain, famille d'accueil

16 Culture

Un mois pour découvrir
les « Mémoires calédoniennes »

17 Logement

Premiers habitants dans la Zac de Dumbéa

18 Échos des communes

Un point I à Yaté

19 Environnement

Un fanion pour les whale watchers

20 Patrimoine

L'entrepôt de Koé
attend sa reconstruction

HorizonSud
BP L1, 98849 Nouméa Cedex
Tél. : 25 81 22
christine.allix@province-sud.nc
Édité à 40 000 exemplaires
par la province Sud

Directeur de la publication :
Frédéric Garcia
Directeur de la rédaction :
Jérôme Pourtau
Rédactrice en chef :
Christine Allix
Corrections : Claudine Bousquet
Maquette et PAO : Concept
Impression : IRN
Distribution : Vigiplis
N° ISSN : 2107-4488. Imprimé
sur papier recyclé et recyclable

A woman with long dark hair, wearing a white t-shirt and blue jeans, is riding a red bicycle on a city street. A young child with brown hair, wearing a red jacket and a black helmet, is seated in a grey rear-mounted child seat on the bicycle. The woman is smiling at the camera. In the background, there is a building with a red awning that says "MAISON DE MONTRE" and a sign for "COOK". A white car is parked on the left, and a dark car is on the right. The street is paved with cobblestones.

circulation : le grand chantier

Les routes calédonniennes et plus spécifiquement celles menant aux entrées de Nouméa sont saturées. La province Sud a lancé un programme de 5 milliards de travaux qui devrait solutionner le problème pour les cinq années à venir. Mais la seule option viable reste la mise en place du transport en commun en site propre et de navettes maritimes.

Sans oublier la nécessaire responsabilisation de chacun quant à l'utilisation de son véhicule.

Les bouchons en ligne de mire

Les entrées de Nouméa sont totalement saturées. Pour désengorger le trafic, la province Sud a lancé un vaste programme de travaux. Avec la création d'une AOT (autorité organisatrice des transports), elle entend surtout travailler sur le long terme. Bilan et perspectives.

Dossier réalisé par Christine Allix

>5

milliards de francs, c'est le montant des travaux d'aménagement des échangeurs de l'Étrier, de Koutio et de Normandie



>23 000

véhicules empruntent chaque jour la rue De Béchade (Rivière Salée)



Des besoins en déplacement en perpétuelle augmentation (+10 % par an au péage de Koutio), des carrefours (Berthelot, Belle Vie, Bonaparte, bifurcation de Koutio) saturés, des bouchons qui s'étendent de plus en plus loin de Nouméa (RP1, VDE, VE2) avec des temps de parcours de plus en plus longs pour atteindre le centre-ville aux heures de pointe, un nombre de voitures qui ne cesse d'augmenter. Voilà pour le constat. Avec, à la clé, la certitude que le règne du « tout automobile » doit cesser, sous peine d'étouffer littéralement la ville. Les institutions, la province Sud en tête, ont diligenté, dans le cadre du contrat d'agglomération, deux études sur l'aménagement de l'agglomération nouméenne.

Ces dernières, réalisées par le syndicat intercommunal du Grand Nouméa et cofinancées par l'État, la province Sud et les quatre communes de l'agglomération,

ont permis de définir des orientations pour l'aménagement de l'agglomération ainsi qu'un plan d'actions à court et à moyen terme pour ce qui concerne les déplacements.

Solutions pour les cinq ans à venir

Cinq milliards de francs ont ainsi été budgétés par la Province pour les échangeurs de Koutio, de l'Étrier, de Normandie, pour les carrefours Rabot et Berthelot ainsi que pour la voie médiane de Ducos, les chaussées VE1 et VE2 et l'éclairage public VE1.

Mais ce programme ne résoudra pas tout, loin s'en faut. L'amélioration des voiries et la création de stationnements favorisent l'augmentation du nombre d'automobiles, laquelle induit pollutions, embouteillages et problèmes de stationnement.

Qui dit problèmes de stationnement dit





©Fabrice Wenger

>9

c'est le nombre de sièges
de l'AOT répartis entre
les différents partenaires

PDAN, HTP et SCAN

Sous ces trois sigles barbares, se cachent trois études diligentes par le syndicat intercommunal du Grand Nouméa (SIGN) : plan de déplacements de l'agglomération nouméenne, harmonisation des transports publics de l'agglomération nouméenne, et schéma de cohérence de l'agglomération nouméenne. Les préconisations du SCAN et du PDAN prévoient un équilibre entre préservation et protection des espaces agricoles, forestiers et naturels et développement urbain maîtrisé.

Avec un trafic déjà saturé et une augmentation programmée de 35 000 habitants dans les dix prochaines années, ces études permettront d'anticiper les changements et d'éviter une situation explosive. Elles ont notamment fait émerger des objectifs à atteindre comme la nécessaire réalisation d'un transport en commun en site propre (TCSP) et la non moins nécessaire mise en place de règles de partage de voirie entre les différents modes de déplacement.

dépérissement du centre-ville, étalement urbain et... embouteillages. Un cercle vicieux parfait ! Pour casser ce cycle infernal, il était devenu urgent d'agir sur le long terme.

Première étape : définir des priorités.

Les études déjà réalisées préconisent d'agir sur les nœuds routiers, de hiérarchiser et de mailler le réseau routier, de développer des modes de transport alternatifs comme le transport en commun, la marche à pied et les deux-roues, de développer les interconnexions entre les différents modes de déplacement et de gérer le stationnement à l'échelle de l'agglomération.

Agir sur le long terme

Seconde étape : s'organiser.

La création d'une AOT unique (autorité organisatrice des transports) pour l'ensemble des communes, entérinée par l'assemblée de la province Sud, le 12 août

dernier, va dans ce sens. D'abord, parce qu'en regroupant Carsud, Karuïa et Transco, la structure sera à même de proposer un titre de transport uniformisé et, d'ici 2011, une tarification unique.

Ensuite, parce qu'elle va renforcer et structurer les services techniques en matière de politique, de planification et d'ingénierie des transports.

Enfin, parce que cela va permettre à la province Sud de déposer un dossier de candidature à l'appel à projets « Transports urbains » lancé par le ministère de l'Écologie, dans le cadre du Grenelle de l'Environnement, et donc d'engager véritablement le programme de transports publics dont les bus à haut niveau de service sont devenus le symbole.

Le grand chantier des transports est désormais sur les rails. Le temps nécessaire aux études techniques devrait permettre à chacun de s'approprier et de prendre à son compte ce véritable défi de société ■



Gil Brial, élu provincial chargé des transports

« Un vrai projet structurant »

Gil Brial, élu provincial et président de la commission des équipements publics, de l'énergie et des transports, est chargé du dossier du TCSP.

Il explique pourquoi cette alternative est devenue incontournable. Et comment il compte faire passer le message.

>25

milliards, c'est le montant estimé pour la réalisation du transport en commun en site propre



➔ **Peut-on dire aujourd'hui que le TCSP est devenu incontournable ?**

Ce n'est un secret pour personne, on se trouve déjà confronté à une congestion automobile générale. Les travaux que la Province a lancés, à hauteur de 5 milliards de francs, vont améliorer la circulation pour les cinq ans à venir, mais pas supprimer les embouteillages pour autant. Si l'on ne veut pas se retrouver complètement bloqué, on doit passer par un plan d'ensemble dont l'outil principal sera le TCSP.



Comment pensez-vous convaincre les usagers de passer de

l'automobile au transport en commun ?

Cela ne se fera pas du jour au lendemain,

c'est évident. Il s'agit d'une véritable révolution culturelle, la cible étant pour nous ceux et celles qui prennent leur voiture le matin pour aller au travail, qui la laissent au parking toute la journée et qui la reprennent le soir pour rentrer chez eux. Pour espérer convaincre, il nous faut proposer un service performant, confortable et abordable d'un point de vue financier. Surtout, l'alternative du TCSP devra coûter moins cher que celle de l'automobile.

➔ **À quelle date le TCSP pourrait-il être mis en service ?**

Actuellement, nous en sommes à l'étude de faisabilité qui permettra d'arrêter le choix du matériel roulant, le circuit et les arrêts. Viendra ensuite l'étude technique pour un début des travaux, au plus tôt, en 2013 et une mise en service mi-2016.

➔ **Peut-on parler d'un défi pour l'avenir ?**

Plus qu'un défi, il s'agit d'un vrai projet structurant, d'un projet à long terme qui va nécessiter un investissement de 25 milliards de francs au minimum. Chacun doit comprendre qu'il faut agir maintenant si l'on ne veut pas se retrouver dans une situation de blocage total dans quelques années.



Oui au transport alternatif !

Parallèlement au transport en commun, la province Sud travaille sur des navettes maritimes qui partiraient du Mont-Dore et de Dumbéa pour rejoindre Nouméa. « L'étude de faisabilité est en cours et devrait permettre de savoir si l'on doit localiser la gare maritime dans le centre-ville, à Magenta ou dans ces deux lieux, précise Gil Brial. Nous sommes conscients que la solution technique la plus simple n'est pas forcément la plus adaptée aux besoins et aux souhaits des usagers potentiels. » Une fois que le choix du circuit et, surtout, du type de bateaux susceptibles d'assurer les dessertes aura été fait, tout devrait aller très vite. Gil Brial parle en effet d'une mise en service début 2013. Autant dire demain !

Outre la mer, l'exécutif provincial pense aussi à développer le système des Vélib' mis en place par la ville de Paris. « On reprendrait le concept du libre-service gratuit, mais avec des vélos assistés (électriques),

sachant qu'il y a très peu d'endroits, à Nouméa, où il n'y a pas de montée ou de descente. »

Outre les orientations politiques, il revient aussi à chacun de prendre ses responsabilités. Et d'utiliser ses jambes plutôt que son véhicule dès que cela est possible ! ■

>10

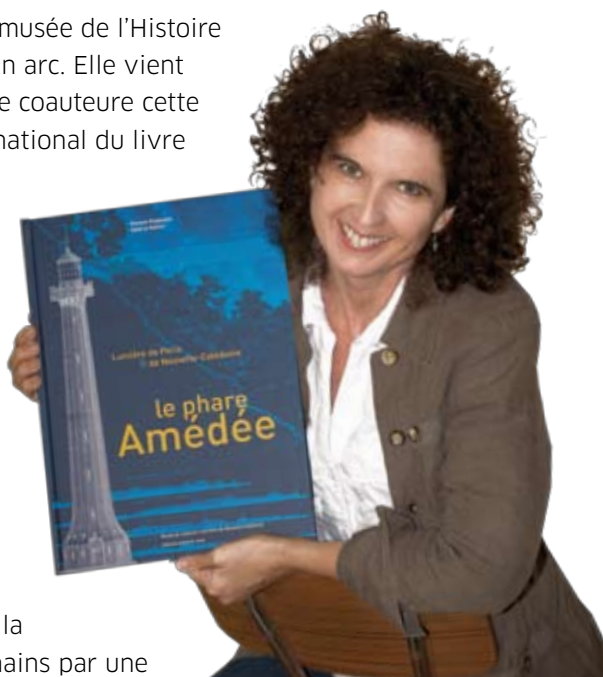
minutes, ce devra être l'intervalle de temps maximum entre le passage de deux bus



➤ À L'HONNEUR

Une auteure locale primée à Ouessant !

Valérie Vattier, conservatrice du musée de l'Histoire maritime, a plus d'une corde à son arc. Elle vient en effet décrocher, en tant que coauteure cette fois, le grand prix du Salon international du livre insulaire d'Ouessant pour le livre « Le phare Amédée : lumière de Paris et de Nouvelle-Calédonie ». L'ouvrage de 144 pages, coédité par Édition Point de vue et le musée de l'Histoire maritime, est remarquable à plus d'un titre. Il est particulièrement bien documenté et illustré de photos magnifiques. À l'image de l'histoire du phare qui a partagé sa vie entre le Caillou et la Métropole, il a été écrit à deux mains par une Calédonienne d'adoption et un Breton, Vincent Guigueno.



➤ CHOC

E-administration

Frédéric Garcia, le secrétaire général de la province Sud, a fait de l'e-administration un de ses objectifs phares. Un objectif qui commence déjà à se matérialiser puisque les usagers peuvent maintenant télécharger une vingtaine de formulaires issus de la réglementation environnementale. Ce dispositif très innovant va permettre à tous ceux qui veulent, notamment, défricher, réaliser un forage ou se lancer dans un projet impactant un écosystème protégé d'obtenir, de chez eux, l'autorisation désormais indispensable délivrée par la direction de l'Environnement.

➤ CLIC CLAC

Retour aux sources

Éric Gay, le premier vice-président de l'assemblée de la province Sud, a toujours grand plaisir à retrouver les salles de classe. Preuve en est sa présence, le 19 août, à Plum, dans ce qui est devenu le premier collège numérique de la province Sud. L'ancien directeur d'école a pu ainsi discuter avec les élèves et présenter les tout nouveaux investissements – accès Internet généralisé, tableaux blancs interactifs, projecteurs, ordinateurs portables et fixes – offerts à l'établissement par la Province pour un montant global de 13,5 millions de francs.



➤ LE BON PLAN

Plus belle la vie



Quelle belle époque que celle de la jeunesse. Époque des copains, des découvertes... et du choix professionnel. Les jeunes du pays savent qu'ils peuvent compter sur le désormais traditionnel Salon de l'étudiant pour se renseigner sur les filières porteuses, rencontrer des intervenants passionnés

et dénicher des adresses. Cette année, comme les précédentes, ils n'ont pas dérogé à la règle et sont venus très nombreux peaufiner les détails de leur futur parcours.

➤ COUP DE PROJECTEUR



Sur le terrain !

Il l'avait promis, il a tenu parole. Pour rien au monde – et malgré une pluie incessante ! –, Pierre Frogier, le président de l'assemblée de la province Sud, n'aurait manqué la première journée de la foire de Bourail. Il a profité de son passage sur le site pour visiter le stand spécialement aménagé et arboré par les agents de la direction du Développement rural et pour échanger avec les très nombreux exposants présents. Rien de tel que ce contact direct avec les citoyens pour coller aux réalités du terrain !

➤ ELLE A DIT...

Rose-Mary Wamytan,
présidente du conseil provincial
des jeunes :

« La Nouvelle-Calédonie est un pays en construction, alors si nous, les jeunes, nous ne nous impliquons pas pour notre avenir et l'avenir du pays, qui le fera ? »

➤ L'INFO COM'



Patrimoine, mon amour

Vous avez jusqu'au 12 septembre pour (re)découvrir les lieux chargés d'histoire de la province Sud.

Dans toutes les communes de la Province, les musées, les associations, les mairies et les services provinciaux sont mobilisés pour ouvrir les portes des « Mémoires calédoniennes ».

Une occasion unique de rencontres et de découvertes, autour de l'histoire de ces familles qui ont construit la Nouvelle-Calédonie et qui en ont fait ce qu'elle est aujourd'hui.

www.province-sud.nc/actualites/culture/3774-le-mois-du-patrimoine-du-21-aout-au-12-septembre-2010

Frédéric Garcia

Secrétaire général de la province Sud



En poste à la province Sud depuis juin 2001, Frédéric Garcia a été nommé secrétaire général le 1^{er} août 2010 avec pour objectif de coordonner les actions d'une administration provinciale au service de ses administrés, une administration qu'il souhaite tout entière consacrée à la mise en œuvre des orientations fixées par le président de l'assemblée.

Propos recueillis par Christine Allix

➤ **Vous venez d'être nommé secrétaire général de la province Sud. Peut-on parler d'aboutissement pour vous qui fûtes l'un des plus jeunes à ce poste il y a dix-sept ans ?**

Je ne crois pas que l'on puisse parler d'aboutissement, car j'espère avoir encore de longues années de nouveaux défis professionnels devant moi. J'ai eu la chance d'occuper le poste de secrétaire général d'une commune de 19 000 habitants (ville de Vence, dans les Alpes-Maritimes) à l'âge de 25 ans. Ce fut une expérience formidable, très formatrice car il a fallu très vite que je me forge une « carapace ».

➤ **Vous avez passé neuf ans dans cette collectivité. Quel souvenir en gardez-vous ?**

Le sentiment d'avoir vécu une aventure humaine et professionnelle très riche. En 1993, l'informatique n'était pas encore complètement démocratisé et il a fallu réorganiser l'ensemble des services municipaux avec de nouveaux outils, développer de nouvelles méthodes de management. J'ai eu l'opportunité de mettre en place les entretiens annuels d'échange (EAE) et aussi de conduire la mise en œuvre d'un véritable « projet de ville » avec l'ensemble des directions municipales. J'ai également participé à la création de la première communauté de communes du département au sein de laquelle j'ai été nommé directeur général.

➤ **Pourquoi et comment avez-vous rejoint la Nouvelle-Calédonie ?**

Une partie de ma famille vivait ici. La province Sud cherchait un directeur des ressources humaines et financières. J'ai postulé et j'ai été retenu. Ce qui m'attirait avant tout, c'était une nouvelle aventure professionnelle, différente de par la taille de la collectivité, sa particularité géographique et institutionnelle, mais aussi le cumul des fonctions RH et financières.

J'ai alors travaillé avec des équipes formidables et nous avons réussi ensemble, je crois, « à bouger les lignes » en mettant en place les entretiens annuels d'échange, les rapports mensuels d'activité financière et les indicateurs mensuels des ressources humaines qui ont préfiguré la réalisation d'un véritable « bilan social » annuel dès 2002.

➤ **En décembre 2009, vous devenez secrétaire général adjoint. Qu'est-ce qui vous a alors motivé ?**

Les postes de coordination générale et de management d'équipes pluridisciplinaires m'ont toujours passionné. J'étais arrivé à un moment de ma vie professionnelle où j'avais envie de changer, et quand le poste m'a été proposé, j'ai tout de suite été séduit par l'opportunité de coordonner des directions à la fois fonctionnelles et opérationnelles et de participer plus activement



© Fabrice Wenger

Bio express

18 février 1969 : naissance à Toulon.
1990 : maîtrise de sciences économiques, mention bien.
1991 : DESS « Génie du développement industriel », mention très bien, major de promotion.
Avril 1991 : chef de projets Merlin Gerin Provence (matériel de radioprotection).
Décembre 1992 : directeur financier de la ville de Vence (Alpes-Maritimes).
Janvier 1994 : secrétaire général de la ville de Vence.
Janvier 1997 : directeur général de la communauté de communes « Provence d'azur ».
Juin 2001 : directeur des ressources humaines et financières de la province Sud.
Juillet 2005 : directeur des affaires financières et de l'informatique.
Décembre 2009 : secrétaire général adjoint de la province Sud.
Depuis août 2010 : secrétaire général de la province Sud.

“ Un chef d'orchestre ne peut pas faire de la bonne musique sans bons musiciens et réciproquement. C'est le travail d'équipe qui fait la différence. ”

au pilotage global de notre collectivité au niveau du secrétariat général.

➔ **Depuis le 1^{er} août, vous êtes à la tête de l'administration provinciale. Quelle est votre feuille de route ?**

J'ai été chargé par le président de l'assemblée de la province Sud de traduire les orientations et objectifs fixés dans son discours de politique générale en actions concrètes, cela avec le concours de l'ensemble des directions provinciales.

➔ **Comment cela se concrétise-t-il ?**

Tout d'abord, il nous faut imaginer une organisation administrative et opérationnelle adaptée aux enjeux à venir. C'est ma priorité. Les directions opérationnelles de la collectivité seront regroupées autour de trois pôles de compétences qui reprennent les trois axes d'actions fixés par notre exécutif et qui seront, chacun, animés par un secrétaire général adjoint : un pôle « éducation, jeunesse et vie sociale » ; un pôle « aménagement du territoire » et un pôle « développement durable ». Les directions fonctionnelles ou transversales (Finances, Ressources humaines, Administrative et Juridique ou encore Informatique...) resteront, quant à elles, rattachées directement au secrétaire général.

➔ **Qu'attendez-vous de cette réorganisation ?**

Une efficience accrue de l'administration avec toutes les énergies centrées vers le service public qui nous anime tous. En cette période de disette financière, notre administration se doit d'être imaginative, de se remettre en question, afin de pouvoir proposer un service toujours meilleur et adapté avec moins de ressources.

C'est le challenge qui nous attend et que nous relèverons tous ensemble, mais je sais pouvoir compter sur le professionnalisme et l'implication de tous les agents de notre collectivité pour répondre avec efficacité à ces attentes.

➔ **Qu'est-ce qui vous permettra de dire, un jour, que vous avez réussi votre mission ?**

Il n'y a pas de recette magique ! Personnellement, je crois aux vertus du travail d'équipe et surtout à l'état d'esprit qui doit animer chacun des acteurs de notre collectivité. Nous devons tous aller dans le même sens. Un chef d'orchestre ne peut pas faire de la bonne musique sans bons musiciens et réciproquement. C'est le travail d'équipe qui fait la différence, un travail permanent de recherche de l'harmonie et de l'équilibre collectifs. Je pourrai peut-être considérer que la mission est réussie si l'on me dit, un jour, que nous avons joué une musique pas trop désagréable à l'oreille ■

>3

milliards de francs, soit le montant du budget annuel de la DEPS, sont contrôlés par le bureau du budget



Un bureau qui veille au grain

Le bureau du budget et des marchés a un rôle de conseil et d'assistance auprès des services techniques de la direction de l'Équipement de la province Sud, tant au niveau administratif que financier.

Par Nelly Juttau

>80

dossiers par an, en moyenne, sont traités par le bureau des marchés publics, dont 50 appels d'offres

DCE en version électronique

Depuis le 1^{er} juin 2010, les dossiers de consultation des entreprises sont désormais disponibles sur CD Rom. Le CD est remis gracieusement aux entreprises, sur commande. Libre à elles d'imprimer le dossier en interne ou d'en confier l'impression au tireur de plans de leur choix. Il faut compter en moyenne cinq mois entre le lancement de l'appel d'offres et la notification du marché à l'entreprise.



Le bureau du budget et des marchés se situe entre les services techniques de la direction de l'Équipement, qu'il assiste et conseille, et la direction des Finances, dont il est le relais. Il est intégré au service administratif et financier de la direction de l'Équipement de la province Sud. Cinq personnes y travaillent et se répartissent deux missions distinctes : la préparation du budget et le suivi de son exécution, d'une part, le suivi des appels d'offres et le contrôle des marchés publics, d'autre part. « La préparation du budget se fait en concertation avec tous les services de la direction de l'Équipement, en fonction des crédits dont ils ont besoin pour mener leurs opérations », explique Sandrine Colombet, responsable du bureau. Vient ensuite l'étape de l'exécution budgétaire. « Chaque service est autonome et gère ses propres crédits, mais nous sommes tenus de contrôler toutes les pièces comptables avant de les transmettre à la direction des Finances pour mandatement puis paiement aux entreprises. »

Réfection de la voirie, entretien des wharfs, gestion financière de la participation provinciale dans Carsud ou encore subventions d'équipements des communes sont autant de dépenses passées au crible par le bureau. Seconde mission, le suivi

administratif et le contrôle des marchés publics. Le bureau suit les procédures d'appels d'offres, depuis leur lancement jusqu'à la notification des marchés aux entreprises. « Après relecture du dossier de consultation des entreprises, nous lançons l'appel d'offres dans les médias. Une version CD Rom du DCE est remise gracieusement aux entreprises, sur commande. Le bureau assure également le secrétariat des commissions d'appel d'offres », détaille Séverine Bertiaux, responsable du pôle « marchés publics ». Les agents s'assurent ainsi que la forme du marché est conforme à la réglementation, contrôlent les pièces administratives pré-parées par les services techniques et mettent en place des documents types pour faciliter le travail des techniciens dans l'élaboration des marchés. Autant de tâches, certes, minutieuses, mais qui évitent souvent de gripper la machine. « Notre rôle est de conseiller tous les services techniques de la direction de l'Équipement dans la rédaction des marchés, résume Éricka Pangrani, chef du service administratif et financier à la direction de l'Équipement de la province Sud. Nous sommes là pour éviter les erreurs et pour empêcher que le circuit ne s'enraye. Notre intérêt est de mener les opérations à terme et dans les délais. » ■

Jeux du Pacifique

Fabien Kaddour, le mordu

L'athlète, remis
de ses blessures, est
dans les starting-blocks.

Portraits réalisés par Nelly Juttau



Fabien a découvert le badminton au collège. Et, depuis ses 13 ans, il n'a jamais cessé d'y jouer. D'abord au club de Magenta, puis au club de la Jeunesse indonésienne, pour terminer à celui de Dumbéa. Ce n'est que dix ans plus tard qu'il participera à ses premiers Jeux.

« Le badminton n'a fait son apparition aux Jeux du Pacifique qu'en 2003, à Suva. » L'outsider y décroche la médaille d'or en simple hommes, une filière qui n'était pourtant pas sa spécialité. « J'étais plutôt un joueur de double, reconnaît-il. C'était inattendu

et cela reste mon meilleur souvenir ! Se dire qu'on détient ce titre pendant quatre ans, c'est quelque chose ! » En 2007, il perd son titre en simple, mais remporte tout de même l'or au tournoi par équipes et décroche à nouveau quatre médailles. « C'est le maximum que l'on puisse ramener, c'est ma petite fierté ! »

Déjà présélectionné pour les prochains Jeux qui seront sans doute ses derniers, il espère y décrocher l'or. « Il y a de fortes chances que le badminton ne soit pas présenté au programme des Jeux de 2015 » ■

Catherine Gougeon, le mentor

Pour l'archère devenue coach,
le cœur balance.

Robin des bois est sans doute un peu pour quelque chose dans la vocation sportive de Catherine. « J'ai plaisir à mettre dans le mille avec un bout de bois et une corde », reconnaît-elle. Le tir à l'arc, « c'est (sa) deuxième vie ! ».

À Suva, en 2003, elle a le bonheur de faire tomber la première médaille d'or des Jeux, « celle que l'on garde en mémoire ». Suivront deux autres dans la catégorie femmes en arc classique. En 2006, elle obtient son brevet d'État et c'est en tant qu'entraîneuse qu'elle participe aux Jeux de Samoa. « J'adore enseigner le tir à l'arc, c'est ma passion ! » L'année prochaine, elle sera une nouvelle fois coach de l'équipe calédonienne. « Cela fait quatre ans que l'on travaille ensemble. Je connais bien tous les archers. On est en symbiose ! » Pourtant, elle reconnaît regretter de ne pas y concourir en tant qu'archère. « Gagner une médaille d'or chez soi, c'est le rêve », confie-t-elle. Elle tentera quand même les sélections, sait-on jamais ■



Lydia Jurain, famille d'accueil

« J'aime ces enfants comme s'ils étaient les miens »

En vingt ans, Lydia Jurain a accueilli de nombreux enfants confiés à la DPASS. Une vingtaine, au moins, dont elle a pansé les plaies et qu'elle a accompagnés sur le chemin de la vie. Rencontre avec une femme de Farino extraordinairement humaine qui a décidé de consacrer sa vie aux autres.

Textes et photos : Christine Allix



Mode d'emploi

Être famille d'accueil nécessite préalablement l'obtention d'un agrément délivré par le président de l'assemblée de la province Sud. Pour postuler, il faut contacter le service enfance et famille de la DPASS SUD. Tél. : 24 25 92.



>43

familles d'accueil sont
actuellement répertoriées
en province Sud



➤ « Quand j'étais gamine, j'allais chercher les enfants des voisins pour les dorloter. » D'aussi loin que remontent ses souvenirs, Lydia Jurain a toujours été entourée de bambins. Le dernier de ses cinq enfants a 9 ans quand elle devient famille d'accueil. Elle a alors 36 ans. « Le premier enfant qu'on m'a confié s'appelait Samantha. C'était une petite fille, toute blonde. Elle avait un an. » Lydia l'élèvera jusqu'à son adoption, à l'âge de 7 ans. « Le plus dur, c'est de s'attacher sans trop s'attacher. C'est difficile, surtout quand on a des tout-petits. » Le plus jeune qu'elle ait eu sous sa garde était tout juste âgé de 8 jours. Lydia s'en souvient comme si c'était hier. « C'était mon bébé. Il était handicapé. Il

était devenu le chouchou de toute la famille. » Quand il part en adoption, à 3 ans et demi, Lydia vit la séparation comme un drame. « J'ai eu du mal à m'en remettre. Il a 15 ans aujourd'hui et vit en Métropole, mais j'espère toujours le voir arriver... » Après Adam, Lydia s'est vu confier plusieurs enfants nés sous X. « Ils arrivent à la naissance et on les garde pendant deux ou trois mois, le temps de savoir si la mère se rétracte ou pas. » La plupart des enfants placés sont très jeunes, ce qui, selon Lydia, s'avère plus simple à gérer. « Ils grandissent avec nous, reçoivent la même éducation que nos propres enfants. C'est plus facile que pour des ados qui ont déjà un vécu. »



Reste la difficulté à laisser partir ces petits bouts de chou... « On s'y attache forcément, surtout quand c'est un bébé. On y consacre quasiment tout son temps. Et du jour au lendemain, il faut le rendre, lui et ses affaires. »

Besoin d'appeler quelqu'un « maman »

Entre placements temporaires et placements de longue durée, Lydia a vu passer une vingtaine d'enfants. Avec, à chaque fois, son lot de joies et d'interrogations. « Comment expliquer à un gamin qui vous fait un cadeau pour la fête des Mères et pour la fête des Pères qu'on n'est pas ses parents... »

En famille d'accueil, il est d'usage que les enfants placés par la DPASS n'appellent pas leurs parents de substitution « papa » ou « maman », mais cette règle est parfois incompatible avec les besoins de l'enfant. « Une des adolescentes dont je m'occupe m'a dit un jour : "J'ai besoin d'appeler quelqu'un maman". Que répondre à cela ? » Avec les adolescents, rien n'est d'ailleurs simple. « Il faut gagner leur confiance, établir une relation basée sur le respect et rester à l'écoute. C'est cela dont ils ont besoin. Crier ne sert à rien. Il faut parler, prendre le temps de les écouter. » Et continuer à vivre comme si

de rien n'était. « Ces enfants, ce qu'ils attendent, c'est une vie de famille. »

Les jeunes filles dont elle a la charge aujourd'hui le disent bien : « On veut juste que notre famille d'accueil nous donne l'amour qu'on n'a pas eu de nos parents et qu'elle nous considère un peu comme faisant partie de la famille. » Cette demande affective peut être parfois lourde à porter, surtout quand les aléas de la vie vous frappent...

Forte demande affective

« L'année dernière, j'ai dû subir une opération. La DPASS a placé les enfants en famille d'accueil relais, le temps que je me rétablisse. L'un d'eux a très mal réagi car il était persuadé que je voulais m'en débarrasser et que je n'allais pas vouloir le reprendre. » Quand elle a débuté, Lydia n'était pas reconnue comme famille d'accueil. « On touchait juste une petite indemnité pour les enfants. » Aujourd'hui, elle a un statut, touche un salaire de la province Sud et reçoit une indemnité pour chaque enfant. Mais tout cela n'a rien changé à la profondeur de son engagement. « J'accueille des enfants qui ne sont pas à moi, mais je les élève et je les aime comme s'ils étaient les miens, sans faire de différence. » ■

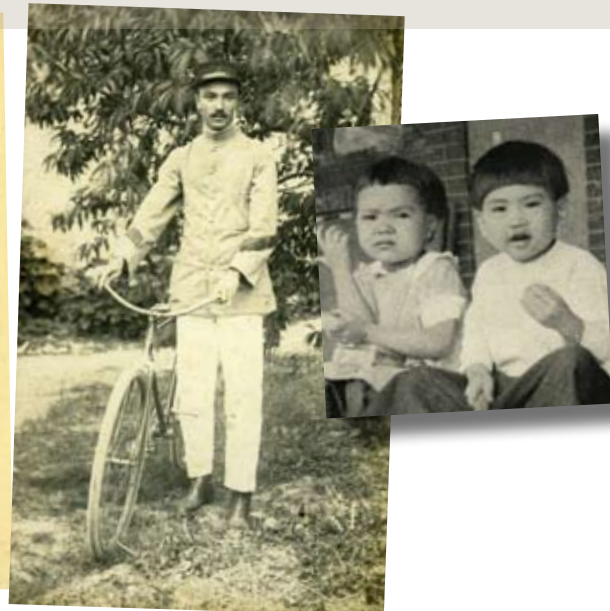
Adeline, l'une des enfants de Lydia

« On a eu de la chance »

Adeline est arrivée chez Lydia quand elle avait 2 ans. Elle était accompagnée de son frère, Xavier, plus jeune d'un an, tandis que sa sœur était placée dans une autre famille. De son enfance, elle dit : « Quand on voit sa vraie famille, on se dit qu'on a eu de la chance d'avoir la stabilité d'une famille d'accueil. Notre mère, c'est une inconnue. Lydia, je l'appelle tantine, mais c'est ma mère, et je considère ses enfants comme mes frères et sœurs. » Adeline a aujourd'hui vingt ans. Elle a passé sa vie chez Lydia. « Mon frère et moi, on a eu la chance de rester dans la même famille d'accueil. On n'a pas eu de problème de réadaptation. » Épanouie, souriante, visiblement sereine, elle se destine au métier d'éducatrice. « Vu ce que j'ai vécu, je me sens plus à même de comprendre ceux qui ont des problèmes. »

>9 265
visiteurs en 2009

août - NOUVELLE-CALÉDONIE - Saint-Louis - Sortie de la Messe



Des mémoires à fouiller

Cette année, en raison du Festival des arts mélanésiens, le Mois du patrimoine s'achève le 12 septembre. Assez de temps pour partir à la rencontre des mémoires calédoniennes.

Par Annabelle Noir

>2,8

millions de francs de subventions versés par la province Sud aux associations et institutions qui participent au Mois du patrimoine



©Bourail Tourisme

Rando-patrimoine

Habitué des randonnées pédestres, le Point I de Bourail a teinté celles du mois de septembre d'une touche historique. Le dimanche 5, les randonneurs se promèneront du côté de Nessadiou à la découverte des Arabes et de leurs descendants, tandis que le dimanche 12, c'est le domaine de Déva qui se dévoilera grâce aux guides des clans de la mer.



« Le Mois du patrimoine est une belle opportunité pour les associations, les musées et les mairies de promouvoir leurs actions culturelles auprès du public, explique Alice Pierre, de la direction de la Culture. D'autant que la province Sud leur apporte une aide financière, parfois technique, et s'occupe surtout de gérer la communication des événements organisés. » Depuis le 21 août, affiches et dépliants d'informations fleurissent dans les onze communes de la province Sud qui participent à la manifestation. Cette année, la manifestation est placée sous le signe des « Mémoires calédoniennes ». Ce thème a été choisi car il reflète la diversité du travail des associations et des institutions qui œuvrent dans le domaine du patrimoine oral, écrit, bâti ou encore religieux.

Visites insolites

Pas moins de 26 manifestations sont au programme. Certaines donnent l'occasion de découvrir des lieux méconnus. Exemple parmi d'autres, le Comité du 150^e anniversaire de la Mission de Saint-Louis a proposé, pour la deuxième année consécutive, une visite guidée des

bâtiments civils et religieux de la Mission. Une action valorisante pour la tribu située au Mont-Dore. « Ces journées sont un très bon prétexte pour faire venir le public, précise le Comité. Les coutumiers sont heureux de montrer que c'est un lieu calme et apaisé. » Dans un registre peu banal, l'Association Marguerite, de Moindou, organise, le dimanche 5 septembre, la découverte d'un des hauts lieux de l'histoire du bagne : le pénitencier agricole de la Fonwhary. Cette initiative allie balade et connaissance. Il est d'ailleurs conseillé de prévoir une tenue adaptée et des chaussures de marche. Toutes les mémoires sont ainsi invitées à raconter leur histoire de la Calédonie : celle d'un bâtiment, d'une personne, d'un paysage, mais aussi d'une communauté. Le samedi 4 septembre, l'Association du patrimoine de Boulouparis invite le public à découvrir l'histoire des Indiens de Nouvelle-Calédonie, lors de la visite commentée de l'usine sucrière de la Ouaménie. Des danses, un repas et un bal costumé permettent de s'initier aux traditions de cette communauté. À travers ces initiatives originales, les mémoires calédoniennes montrent qu'elles ont encore beaucoup de choses à nous dire ■

Logement



>6 000
logements seront
construits au total

>25 000

personnes habiteront
la zone, à terme

>56

milliards, c'est le coût
global de Dumbéa-sur-Mer

© Fabrice Wenger

Premiers habitants à Dumbéa-sur-Mer

Les premières familles ont emménagé à Dumbéa-sur-Mer, en juillet dernier. La plus grande ZAC de France est désormais sur les rails.

Par Christine Allix

➔ Ils sont heureux, presque fiers d'être « les premiers » à investir Dumbéa-sur-Mer. Et même si les travaux d'aménagement sont loin d'être terminés, qu'importe ! Les habitants du lotissement Takutéa se sentent chez eux. « Avant, j'habitais dans un motel avec mon mari et mes deux filles, confie Maryvonne. Aujourd'hui, on vit dans un F3 tout neuf. Je suis comblée. » Les commentaires sont d'ailleurs unanimes : les nouveaux logements sont « spacieux, confortables et bien équipés ». Et ce n'est que le commencement. Car comme l'a fort justement rappelé Yves Lemaistre, directeur de cabinet de la présidence et pilote du projet, « faire de l'habitat, qu'il soit social ou résidentiel, ce n'est pas seulement mettre un toit sur la tête des gens, c'est aussi créer les équipements publics nécessaires à la vie de tous les jours. » Si du retard avait été pris lors de la précédente mandature, l'exécutif actuel entend bien le rattraper au plus vite. Une première école, sur les cinq prévues, est en construction à la Pointe à la Dorade. Comme elle ne sera pas finie avant la prochaine rentrée scolaire, une école provisoire va être installée. Parallèlement, a été lancée la révision du plan et du

règlement d'aménagement « afin de donner plus de place aux équipements résidentiels et aux espaces de loisirs ».

Des pistes cyclables, des chemins piétonniers aménagés, 14 km de promenade littorale, des espaces et des terrains de jeux, une salle omnisports, voire une base nautique, verront ainsi le jour au cours des prochains mois. Le tout en préservant une centaine d'hectares de mangrove et la forêt sèche environnante.

Gros effort sur les transports

De leur côté, les bailleurs sociaux (Sic et SEM Agglo) équipent les logements de la zone de chauffe-eau solaires. Restait le problème, épineux pour une ZAC de cette ampleur, des transports. « Un effort particulier sera réalisé », a réaffirmé Yves Lemaistre, citant notamment la mise en place de plus de 4 km de voies de transport en commun en site propre (TCSP). En attendant, grâce à l'aide de la Province, une première ligne de Carsud dessert le seul quartier habité de la zone. Et la Savexpress sera bientôt raccordée, soulageant du même coup la rue Becquerel qui supporte aujourd'hui la totalité de la circulation de Dumbéa-sur-Mer ■



Yves Lemaistre, directeur de cabinet de la présidence, a été chargé de piloter le projet.

La SEM Agglo va réaliser sept opérations à Dumbéa-sur-Mer, le tout pour un budget global de 7,4 milliards de francs.

La Sic a, quant à elle, géré l'opération Tanima qui concerne 53 logements. 412 logements supplémentaires suivront d'ici fin 2011.

➔ Yaté

>1

million de francs a été accordé par la province Sud à l'association Tourisme Grand Sud pour financer les bureaux d'information touristique pour l'année 2010, subvention à laquelle s'ajoute une dotation de fonctionnement d'un montant de 11 millions de francs



Un local pour accueillir les touristes

Le Point d'information touristique de Yaté a ouvert ses portes à l'entrée de la commune, juste à côté de la place du marché. Un événement très attendu selon Emmanuelle Baudin, la directrice de l'office de tourisme, qui explique : « Yaté est très prisée dans le Grand Sud. Elle se caractérise par sa terre rouge et offre des possibilités d'activités diverses aux touristes comme, par exemple, les randonnées ou encore le canoë-kayak. Il manquait vraiment une structure sur place pour informer les visiteurs. » Le local a été inauguré le 6 août, en présence des représentants de la mairie, de l'office de tourisme, de la Chambre de commerce et d'industrie et des coutumiers des tribus de Touaourou et de Waho ■



Citation

François-Xavier
Koroma,

tribu de Waho

Nous sommes très heureux que ce Point I existe désormais à Yaté. Nous espérons que c'est le début d'une collaboration entre nous, les coutumiers, la Province et l'office de tourisme pour développer et faire connaître notre commune.

➔ Thio

Travaux à Petit-Borendy

Dans le cadre du contrat de développement État/province Sud, la ville de Thio a procédé à une série d'aménagements (ouvrages d'assainissement, réalisation de radiers secs, conception de radiers empierrés, construction d'un radier busé à la Camoui) sur la route de Saint-Jean-Baptiste, à Petit-Borendy. La première tranche de ces travaux a été inaugurée le vendredi 30 juillet. Montant total des travaux : 107,4 millions de francs. Le terrassement et le revêtement de la voirie sont en cours. Ils devraient se terminer en septembre 2011.

Environnement

> 1

heure, c'est la durée d'observation maximum par bateau et par groupe de cétacés

> 6 200

passagers ont été transportés en 2009 par les whale watchers



©Patrice Plichon

Les whale watchers hissent le pavillon

En province Sud, opérateurs touristiques et scientifiques unissent leurs efforts pour que le public continue à admirer les baleines en respectant la tranquillité de ces animaux hors normes.

Par Annabelle Noir

➔ Depuis juillet, la saison d'observation des baleines bat son plein dans le grand lagon sud. Cette activité touristique, aussi appelée whale watching, représente un quart du chiffre d'affaires annuel des professionnels de la spécialité. La population de baleines à bosse qui vient se reproduire et mettre bas dans les eaux chaudes de la Nouvelle-Calédonie est très fragile en raison de son petit nombre d'individus, environ 500. « Les professionnels, mais aussi les clients et les plaisanciers, ont compris qu'il fallait être respectueux des animaux pour que cela continue », indique Patrice Plichon, du service de la mer de la Province, qui a mis en place un plan de gestion de l'activité auquel participent l'association scientifique Opération cétacés, le WWF, les provinces et, bien sûr, les whale watchers.

Charte de bonne conduite

Depuis 2008, une charte d'observation des baleines, qui s'applique dans le reste de l'Océanie, a été reprise par la province Sud. Les plaisanciers sont eux aussi invités à lire cette charte, disponible à la direction

de l'Environnement et dans le *Guide du lagon*. Elle préconise une zone de prudence à respecter autour de l'animal, un certain nombre de bateaux admis simultanément dans ce périmètre (4), les distances et les durées maximales d'observation ainsi que le comportement général à adopter. « Le Code de l'environnement interdit l'approche à une distance inférieure à 50 mètres. En cas de non-respect, le service de protection du lagon peut mettre une amende allant jusqu'à 80 000 francs », rappelle Patrice Plichon. Sur le terrain, douze professionnels du whale watching veillent aussi au respect de la charte à travers l'association Calédonie Charter.

« Créée en 2006, elle a pour objectif de fédérer les sociétés de charters, précise son président, Gilles Garnier. Cette année, nous rassemblons nos clients pour sortir uniquement le nombre de bateaux nécessaires et minimiser ainsi l'impact sur les baleines. » La demande de l'association auprès des institutions est désormais de mettre en place une licence d'activité réglementée. Pour que nagent les baleines encore très longtemps... ■



©Charlotte Dubois

Gilles Watelot bateau Aïto, Gilles Gayot du bateau Nirvana, Bruno Manach du service de la mer/DENV, Pierre-Philippe Avron du bateau Bamboo Free, Patrice Plichon du service de la mer/DENV, Didier Robert du bateau Zap.

Pavillon « baleine »

Quinze bateaux ont reçu un pavillon : Aïto, Aquanature, Bamboo Free, Bayou, Bio N'sea (bateau de recherche), Black Mamba, Captain Lhooq, Kazé, Manta, Nawita, Nirvana, Persée, Severance, Yandé et Zap.



©Patrice Plichon

L'entrepôt de Koé, de l'agriculture à la restauration

Il existe des bâtiments anciens qui aiment s'amuser avec l'histoire... L'entrepôt situé sur la route de Koé, à Dumbéa, en est un bel exemple. En grande partie détruit par un incendie en mars 2010, il attend sa reconstruction prochaine.

Par Annabelle Noir

© Coll. famille Fayard



→ Touche-à-tout

Le domaine agricole de Victor Fayard (1875-1934) s'étendait sur plus de 4 000 hectares sur la rive gauche de la Dumbéa.

Ce propriétaire avait diversifié les affaires de la famille avec le café, l'élevage, le charbon, le travail du bois, sans compter la boucherie et l'épicerie pour nourrir une centaine d'employés.

© Coll. famille Fayard



➔ Connu sous le nom d'« entrepôt » de l'usine sucrière de Koé ou d'« auberge de la Rhumerie », le bâtiment n'a pourtant jamais rien eu à voir avec l'exploitation de la canne à sucre ! À défaut d'avoir stocké du rhum, les deux niveaux du bâtiment ont servi à entreposer des patates et du matériel agricole. « Lorsque j'étais enfant, des pommes de terre séchaient à l'étage, évoque Jacques Fayard, dont la famille est propriétaire des lieux depuis 1922. Je me souviens encore de l'odeur si particulière. » Situé aux abords de l'usine de transformation de canne à sucre créée par la famille Joubert et son associé, Gustave Clain, l'entrepôt a longtemps été assimilé à cette activité. D'où, d'ailleurs, l'erreur sur sa date de construction. Liliane Fayard a patiemment consulté les archives pour découvrir la vérité. En 1877, l'usine sucrière de Koé, alors en faillite, est vendue aux enchères

à John Higginson. Deux ans plus tard, le très entreprenant Irlandais loue les terres à l'administration pénitentiaire. L'entrepôt n'est pas encore mentionné dans les documents. La bâtisse en briques aurait donc été édifiée vers les années 1880 pour l'usage du pénitencier agricole. Ce type d'établissement était un des piliers de la colonisation pénale.

Un entrepôt polyvalent

Jusqu'au récent incendie, l'entrepôt a pratiquement toujours abrité une activité. En 1922, Victor Fayard et son épouse, Gabrielle Langlois, rachètent la propriété de Koé. Le couple pratique de nombreuses cultures sur ses terres et le « dock », comme l'appelle le grand-père, remplit pleinement sa fonction agricole. Il sert au séchage du café, des pommes de terre et au rangement du matériel. Après le décès de Victor, l'entrepôt entre dans la Société des



> 300

mètres carrés, c'est la surface
au sol de l'entrepôt

© Annabelle Noir

> 200 000

francs, c'est le prix de l'entrepôt
lorsque le couple Fayard l'achète
en 1922

© Annabelle Noir



© Service patrimoine

propriétés Fayard, créée en 1937. Il sert ensuite successivement de magasin pour l'intendance des armées françaises pendant la Seconde Guerre mondiale, de lieu de stockage lors de la construction du barrage de Dumbéa, avant de devenir une annexe de lycée d'enseignement professionnel (ALEP) jusqu'en 1994. Des aménagements sont réalisés durant cette période. Un escalier est notamment construit à l'arrière du bâtiment, pour des raisons de sécurité. Une galerie d'art investit ensuite les lieux, poursuivant au passage les travaux de rénovation.

Reconstruction ou rénovation ?

Lorsque la bâtisse est inscrite en 2002 à l'inventaire supplémentaire des monuments historiques, elle héberge finalement une activité d'hôtellerie et de restauration sous le nom d'« Auberge de la Rhumerie ».

Au moment de l'incendie, l'établissement devait rouvrir ses portes en raison d'un changement de gérance. Le feu a entièrement ravagé l'étage, le grenier et la charpente. La famille Fayard souhaite reconstruire l'entrepôt à l'identique, mais s'interroge quant à son inscription. Son intérêt historique est-il, lui aussi, parti en fumée ?

« Le service du patrimoine de la province Sud recherche ce que préconisent les documents juridiques, car nous sommes confrontés à cette situation pour la première fois », indique Frédéric Daver, chargé d'études documentaires. L'entrepôt fera-t-il l'objet d'une simple reconstruction, ou d'une restauration utilisant les mêmes matériaux et les mêmes techniques ? Nul ne le sait encore. Alors, point de rhum dans l'entrepôt de Koé, mais presque un siècle et demi d'une existence déjà bien remplie... qui ne demande qu'à redémarrer ■



© Coll. famille Fayard

➔ Du solide !

La charpente de l'entrepôt, qui était pratiquement d'origine, avait été conçue pour supporter une toiture en tuiles, remplacées ensuite par des tôles.

Cette caractéristique du bâtiment devra être prise en compte s'il est restauré à l'identique.

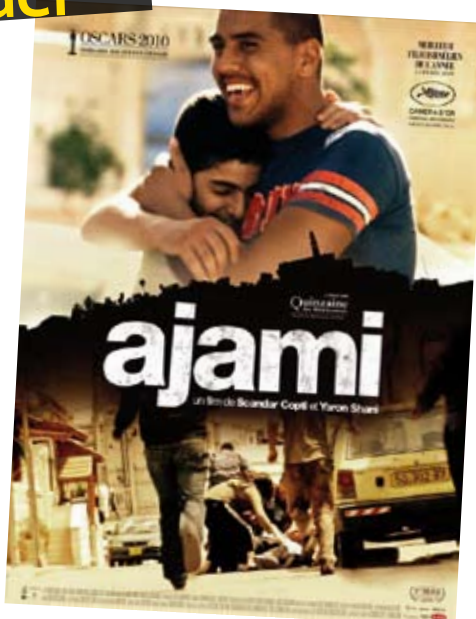


→ Cinéma

« Ajami » en Israël

« Ajami » a reçu cinq récompenses de l'Académie du film israélien. Dans le quartier d'Ajami, à Jaffa, en Israël, Juifs, Musulmans, Chrétiens cohabitent et les destins se croisent. Ceux du jeune Nasri et de son grand frère Omar, de Malek et Binj, deux Palestiniens, et de Dando, un policier juif à la recherche de son jeune frère disparu. Un film à découvrir en version originale au Cinécité dans le cadre de l'opération Je V.O. au ciné, en partenariat avec la province Sud ■

« Ajami », à partir du 8 septembre
@www.cinecity.nc



→ Danse

Te Ori O Te Orara'a, la danse de la vie

La compagnie Te Mono Roa part du postulat que la danse vit en chacun de nous. À travers le parcours d'un jeune garçon et les épreuves qu'il affronte pour devenir un homme, entre Tahiti et les îles Marquises, elle montre aussi comment la danse rythme l'histoire d'un peuple. Seize danseuses et danseurs, sept musiciens, quatre choristes et cinq acteurs figurants interprètent cette grande fresque de la vie polynésienne. À la FOL, vendredi 24 et samedi 25 septembre à 20 heures ■

Réservations au 27 21 40



→ Sortie

Un petit ver ?

Pour les amateurs de sensations gustatives fortes, un rendez-vous incontournable a lieu le deuxième dimanche du mois de septembre. Ce jour-là, le traditionnel marché de Farino invite la Fête du ver de bancoule. Au programme, concours de fouillage dans des troncs de bancoulé afin de débusquer le mets tant recherché et concours de bouffage pour honorer celui qui est capable de déguster le plus de vers blanchâtres ! Bon appétit... ■



©Mairie de Farino



→ Actu

→ À partir du 7 septembre, le centre culturel Tjibaou propose l'exposition « Paysages de la mer : les arts du détroit de Torres ».

→ Le 16 septembre, c'est parti pour la grande boucle ! Les coureurs cyclistes du Tour de Nouvelle-Calédonie vont s'affronter pendant neuf jours.

→ Toutous et matous ont rendez-vous le 30 septembre avec leurs maîtres au Jeudi des animaux, place de la Marne.

→ Sport



Graines de champions

La 3^e édition des Jeux interprovinciaux a lieu cette année à Bourail du 12 au 16 septembre. Réservée aux moins de 16 ans, la compétition rassemble plus de 700 jeunes. Parmi eux, se trouvent peut-être les champions des Minijeu et des Jeux du Pacifique de demain... Les sportifs en herbe vont s'affronter dans douze disciplines allant de l'athlétisme au football, en passant par le cricket, le tennis ou la pétanque ! ■



→ Événement

Voyage en Mélanésie

Du 12 au 24 septembre, la Nouvelle-Calédonie accueille pour la première fois le Festival des arts mélanésiens. Quelque 700 artistes et artisans des îles Salomon, de Fidji, de Nouvelle-Calédonie, de Papouasie-Nouvelle-Guinée et du Vanuatu sont attendus. Les « pirogues » du Festival s'arrêteront à La Foa du 16 au 18 septembre, à Bourail du 20 au 22 et à Nouméa du 16 au 24. Le thème de cette quatrième édition s'inspire d'une phrase de Jean-Marie Tjibaou : « Notre identité, elle est devant nous. » Sa programmation met en valeur les arts traditionnels et contemporains de la Mélanésie ■

Renseignements : melanesia2010.nc



→ Exposition

Demandez le journal !



© Coll. Palmieri



Le musée de la Ville propose un voyage à travers l'histoire de la presse et des médias en Nouvelle-Calédonie de 1858, année où a été imprimé le premier journal, jusqu'à nos jours. L'exposition revient aussi sur le parcours de la presse radiophonique et l'arrivée en 1965 du petit écran. Le public pourra déambuler entre les unes de journaux, suivre l'évolution des techniques d'impression et découvrir ou redécouvrir des émissions phares. Au musée de la Ville de Nouméa, du 29 septembre au 30 novembre 2010 ■

Renseignements au 26 28 05

@www.ville-noumea.nc/musee

→ Actu

→ Du 2 au 25 septembre, les commerces du Quartier-Latin se transforment en une vaste galerie d'art à l'occasion de la manifestation Nouméa'art.



→ Spectacle musical



« Des notes de Figaro »

Cette adaptation contemporaine des *Noces de Figaro*, produite par l'association Traverses, vous invite à écouter une quinzaine d'airs et de duos du célèbre opéra de Wolfgang Amadeus Mozart. Robin Martin, une chanteuse aussi à l'aise dans le répertoire jazz que lyrique, et Jean-Jacques Mieral interprètent à force d'accessoires tous les personnages. Ils sont accompagnés de Roland Meder au piano et d'Alain Mardel à la narration. Au Théâtre de Poche, jeudi 30 septembre et vendredi 1^{er} octobre à 20 heures ; samedi 2 et dimanche 3 octobre à 18 heures ■

Réservations au 25 07 50

@www.theatredelile.nc

Bourses étudiantes 2011

Retire ton dossier

Du 1^{ER} SEPTEMBRE au 15 OCTOBRE 2010

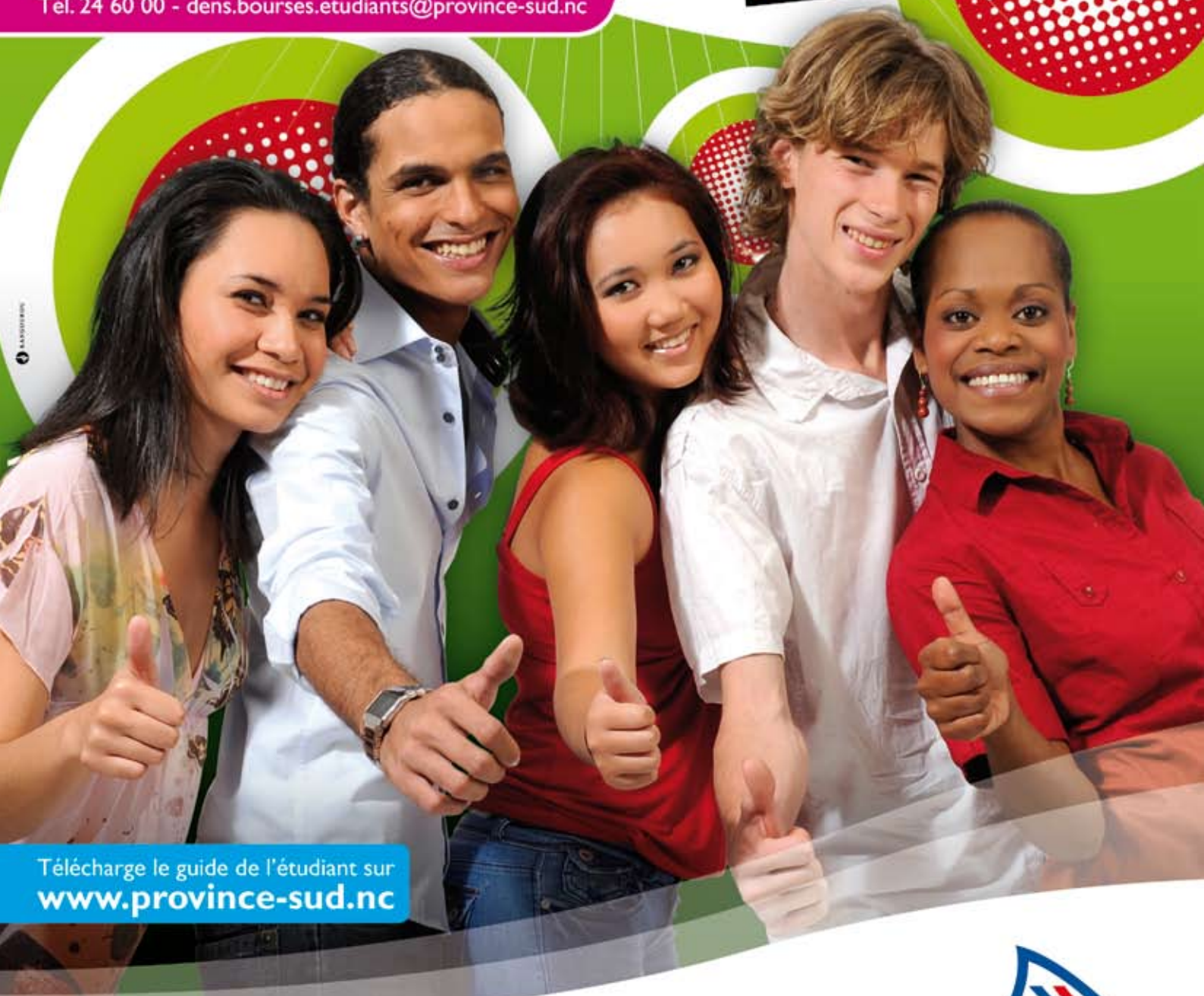
DE 7H30 À 11H15

à la direction de l'Éducation

2, rue Gallieni - BP 3104 - 98 846 Nouméa cedex

Tél. 24 60 00 - dens.bourses.etudiants@province-sud.nc

mon avenir



Télécharge le guide de l'étudiant sur
www.province-sud.nc

La Province s'engage pour l'éducation
et vous?

